

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 16/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC Réseau SAS

7 Rue du Docteur Lancereaux
75008 Paris

Références : 2026-04-159
Code AIOT : 0006605566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement PAPREC Réseau SAS implanté Route de Nîmes 30260 Liouc. L'inspection a été annoncée le 09/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée pour vérifier les suites données aux non-conformités relevées lors de la visite du 14/05/2025, réalisée sur la thématique du risque incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC Réseau SAS
- Route de Nîmes 30260 Liouc

- Code AIOT : 0006605566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est situé en bordure de la RD 999 au sud de Quissac à proximité de la déchèterie et de la station de transit de déchets ménagers exploitées par la communauté de communes Coutach Vidourle.

Créé sous le régime de la déclaration (récépissé du 16 novembre 2012), il a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation du 5 mars 2015 lui permettant d'augmenter son activité.

Cet arrêté mentionne les installations suivantes :

- un bâtiment de 2 400 m² abritant une chaîne de tri, un broyeur pour les papiers/cartons, une presse pour le conditionnement des papiers/cartons, plastiques et métaux, des zones de stockage et des bureaux ;
- des installations extérieures comprenant :
un poste de contrôle avec pont bascule et dispositif de détection de radioactivité ;
des zones de stockage ;
une zone de broyage des bois et déchets verts par un broyeur mobile ;
une aire de lavage des véhicules et engins ;
un réservoir aérien de 10 m³ en 2 compartiments (gazole routier et GNR) et 2 distributeurs.

La manutention des déchets est assurée par des engins et véhicules.

Les déchets proviennent des collectivités (collecte sélective, points d'apport volontaire, déchèteries), de l'industrie, du commerce, de l'artisanat, du tertiaire.

Ils ont pour origine géographique principale le territoire du SYMTOMA Aigoual-Cévennes-Vidourle qui a accordé à PAPREC RESEAU une délégation de service public pour la gestion du centre de tri.

Les déchets peuvent provenir également du reste du département du Gard et des départements voisins (Hérault, Aveyron, Lozère, Ardèche, Drôme, Vaucluse, Bouches-du-Rhône).

Le site ne reçoit pas d'ordures ménagères résiduelles.

La quantité maximale de déchets entrants est de 27 000 tonnes par an.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il a été constaté à l'occasion de cette inspection que l'exploitant a repris et développé son activité de transit, tri et regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) depuis le 01/10/2025, selon ses déclarations, suite à un contrat souscrit pour 3 ans, renouvelable 3 fois 1 an, pour le tri des DEEE provenant de la collecte en déchetteries, activité qu'il est autorisé à exercer sous la rubrique 2711-2 sous le régime de la déclaration par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2017-06-057 du 22 juin 2017 modifiant l'arrêté préfectoral n°150321 du 5 mars 2015, pour un volume maximum de DEEE susceptible d'être présent de 120 m³, et qui est devenue son activité principale. Il a indiqué qu'il a conclu pour cela un contrat avec l'éco-organisme Ecosystem.

Toutefois, il a été constaté que les surfaces de stockage des DEEE à l'intérieur du bâtiment (environ 45 m²) comme à l'extérieur (environ 175 m²) dépassaient largement les surfaces maximales d'entreposage pour ce type de déchets autorisées à l'article 4.3. de l'arrêté préfectoral du 22 juin

2017 susmentionné, fixées à, respectivement, 15 m² dans le bâtiment et 2 bennes de 13,2 m² à l'extérieur. Le volume total de DEEE présent sur le site lors de cette visite dépassait largement le volume maximal autorisé de 120 m³.

Enfin, les conditions de stockage de certains de ces DEEE, directement au sol dans le bâtiment, en vrac dans une alvéole et dans des caisses grillagées à l'extérieur, n'étaient pas réalisées conformément aux dispositions de l'article 4.3. de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2015 modifié par l'arrêté préfectoral du 22 juin 2017, qui imposent que les DEEE soient stockés uniquement dans des caisses plastiques ou grillagées à l'intérieur et dans 2 bennes à l'extérieur.

Ces modifications des conditions d'exploitation du site devront faire l'objet d'un porter à connaissance, avec tous les éléments d'appréciations nécessaires. Une mise en demeure est proposée en ce sens.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions au contrôle d'accès	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	STOCKAGE DES DECHETS DE BOIS ET AUTRES DECHETS COMBUSTIBLES	Arrêté Préfectoral du 22/06/2017, article 10.5.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.11.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	MOYENS DE LUTTE CONTRE	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.13	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	L'INCENDIE		d'action corrective		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	CONCEPTION GÉNÉRALE DES INSTALLATIONS	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.4.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	CONDITIONS DE STOCKAGE DES BALLES EN ATTENTE D'EXPEDITION	Arrêté Préfectoral du 22/06/2017, article 3.5.	/	Sans objet
7	MATÉRIEL ÉLECTRIQUE	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.9.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Protection individuelle	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.12.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a conduit à constater la mise en conformité de la plupart des écarts constatés lors de la visite du 14/05/2025, à l'exception de la mise en place du dispositif de contrôle d'accès au site qui n'a pas encore été réalisée, et des murs REI 120 de 4 m de hauteur requis pour séparer les dépôts extérieurs de déchets combustibles (papiers, cartons, bois, plastiques, encombrants) des limites de propriété Nord et Ouest, dont les travaux n'ont pas été finalisés. De plus, les travaux préconisés par l'analyse du risque foudre pour assurer la protection contre la foudre du bâtiment et de certains équipements nécessaires à la sécurité du site n'ont pas été réalisés, ce qui constitue un risque d'incendie. Enfin, le 2nd poteau d'incendie situé dans l'emprise de la déchetterie voisine à moins de 200 m du site n'étant pas en capacité de délivrer le débit minimum requis de 60 m³/h, les moyens de lutte contre l'incendie à disposition du site sont insuffisants par rapport à ses besoins identifiés dans l'étude de dangers.

Une mise en demeure est également proposée pour encadrer les délais de mise en conformité de ces 3 derniers points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions au contrôle d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025
Prescription contrôlée : <p>« L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. [...] »</p>
Constats : <p>- Il a été constaté que l'accès piétons au site a été dégagé.</p>

<p>- Un devis, établi en date du 29/07/2025 par la société spécialisée FIE, pour la mise en place d'un système de contrôle d'accès à l'entrée principale du site par caméra comprenant une commande à distance et une motorisation du portail, a été présenté.</p> <p>Toutefois ce dispositif n'était toujours pas installé le jour de la visite.</p> <p>L'exploitant a imputé ce retard à son fournisseur, en présentant un bon de commande pour ce matériel établi en date du 09/09/2025 et un courrier de la société FIE daté du 17/03/2026 s'engageant à intervenir sur le site pour mettre en place cet équipement en date du 27/04/2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera de l'installation d'un dispositif de contrôle de l'accès au site, sous 15 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : CONCEPTION GÉNÉRALE DES INSTALLATIONS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.4.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bâtiment et les dépôts sont facilement accessibles par les services d'incendie et de secours. Les aires de circulation, les accès et les voies sont aménagés, entretenus, réglementés, pour permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sans difficulté en toute circonstance.</p> <p>En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteur équipé. A l'intérieur du bâtiment, des allées de circulation doivent être aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation des personnels ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p> <p>En fonctionnement normal, les locaux comportant des zones de sécurité sont ventilés convenablement de façon à éviter toute accumulation de gaz ou de vapeurs inflammables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bâtiment et les dépôts étaient facilement accessibles par les services d'incendie et de secours, - l'accès piétons était dégagé, - les aires de circulation, les accès et les voies étaient dégagés et permettaient aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sur le site, - les façades Ouest et Nord du bâtiment de tri sont équipées d'ouvrants permettant le passage

d'engins et de sauveteur équipé, - à l'intérieur du bâtiment, des allées de circulation étaient dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation des personnels ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025
Prescription contrôlée : Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.
Constats : Il a été constaté l'affichage de consignes d'exploitation concernant les opérations d'entreposage et de conditionnement des produits et déchets dangereux dans le container de stockage de ces produits et déchets présentant un risque d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2025
Prescription contrôlée :

<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté l'affichage de consignes indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer et d'apporter du feu au niveau de l'entrée et à l'intérieur du bâtiment de tri ainsi que sur le container de stockage des produits et déchets dangereux, - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses dans les zones d'entreposage de ces produits, - l'obligation d'informer l'inspection en cas d'accident.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : STOCKAGE DES DECHETS DE BOIS ET AUTRES DECHETS COMBUSTIBLES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2017, article 10.5.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage des déchets combustibles</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume de bois stocké est limité à 5 000 m³ pour le bois destiné au broyage et le bois broyé et à 168 m³ pour le bois non destiné au broyage.</p>

<p>Le dépôt de bois de 5 000 m³ est positionné à plus de 10 mètres de tout bâtiment ou stockage de produits inflammables ou dangereux, ainsi que de la limite de propriété. Il est séparé de la limite de propriété par un mur REI 120 (coupe-feu 2 heures) de 3,5 m de hauteur sur le côté Est et de 5 m de hauteur sur le côté Sud.</p> <p>Les autres dépôts extérieurs de déchets combustibles (papiers, cartons, bois, plastiques, encombrants) sont séparés des limites de propriété Nord et Ouest par des murs REI 120 (coupe-feu 2 heures) de 4 m de hauteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté les faits suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - des murs REI 120 de 4 m de hauteur ont été mis en place sur environ 2/3 de la longueur de la limite Ouest du site et entre les alvéoles, il reste encore à en poser sur le 1/3 restant de cette limite Ouest, la semelle béton ayant déjà été réalisée, - des dépôts de DEEE et de palettes plastiques étaient entreposés en limite Ouest à proximité de la clôture grillagée à côté des alvéoles de stockage, - un mur REI 120 n'était présent que sur la moitié de la longueur de la limite Nord du site, et sa hauteur ne dépassait pas 3,50 m, - la clôture grillagée côté Nord présentait une ouverture. <p>Ces constats constituent des non-conformités aux dispositions de l'article 10.5. de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2017 susvisé.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection qu'une deuxième campagne de mise en place de méga-blocs de béton coupe-feu destinés à la réalisation de murs REI 120 de 4 m de hauteur était prévue pour clôturer la partie Nord, mais sans donner de délai pour sa réalisation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conformément à son engagement, l'exploitant justifiera de la mise en place des murs REI120 de 4 m de hauteur le long des limites Nord et Ouest du site et en transmettra les justificatifs sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : CONDITIONS DE STOCKAGE DES BALLES EN ATTENTE D'EXPEDITION

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2017, article 3.5.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage déchets combustibles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les balles de papiers, cartons, plastiques, sont stockées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'intérieur du bâtiment sur une surface de 165 m² et une hauteur de 3 m (495 m³) ; - à l'extérieur sur une surface de 500 m² et une hauteur de 3 m (1 500 m³).
<p>Constats :</p>

Il a été constaté que la hauteur de stockage des balles de déchets de papiers, cartons, plastiques en attente d'expédition ne dépassait pas 3 m à l'intérieur comme à l'extérieur du bâtiment, et que la surface d'entreposage de ces balles ne dépassait pas 500 m ² à l'extérieur (environ 150 m ² au Nord et 350 m ² à l'Ouest) et 165 m ² à l'intérieur du bâtiment de tri.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.9.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Des rapports de contrôle, effectués tous les ans par un organisme compétent, doivent être établis et doivent être mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces rapports doivent comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une description des zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives et des Installations électriques présentes dans ces zones, - un exposé de la situation par rapport aux conclusions des précédents contrôles avec mention des modifications survenues depuis ; - un exposé des éventuelles difficultés rencontrées pour la réalisation du contrôle ; - les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret et de l'arrêté susvisés, c'est-à-dire portant simultanément ou successivement sur les règles de protection des travailleurs, et les règles de prévention des explosions et inflammations.
<p>Constats :</p> <p>Selon le registre de sécurité et les rapports d'intervention Q18 et Q19 présentés, la dernière vérification des équipements électriques du site a été réalisée en date du 27/08/2025.</p> <p>Le rapport Q18 conclut que les installations électriques ne présentent pas de risques d'incendie et d'explosion et le rapport Q19 relève 2 observations d'anomalies relatives aux équipements basse tension (2 disjoncteurs non conformes). Une facture de l'électricien (SARL Heinrich) datée du 18/10/2025, pour le remplacement de ces 2 appareils a été présentée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.11.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement et ses installations annexes sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégés contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation.
Constats : La mise à jour de l'analyse du risque foudre prenant en compte l'installation de contrôle vidéo et thermique extérieure a été effectuée suite à une intervention de l'APAVE en date du 16/09/2025, dont le rapport daté du 03/10/2025 a été transmis. Toutefois, cette nouvelle analyse a identifié des défauts de protection contre la foudre au niveau du bâtiment de tri des déchets et au niveau d'équipements importants pour la sécurité du site (centrale incendie, caméras thermiques, bornes Wi-Fi). Ses préconisations pour y remédier sont les suivantes: - Au niveau de la structure, une étude technique est requise pour installer un système de protection contre la foudre et compléter les parafoudres du site. Elle devra vérifier les services pénétrants et les liaisons équipotentiels, l'installation des protections existantes et s'assurer de toutes les dispositions prises. - Au niveau des équipements, des protections par parafoudres sont requises, ainsi qu'une étude technique pour évaluer les protections existantes et définir celles à mettre en œuvre. L'exploitant a déclaré que ces travaux de mise en conformité n'ont pas encore démarré, ce qui constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 10.11. de l'arrêté préfectoral du 05/03/2015 susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025
Prescription contrôlée :

<p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan des différents stockages est disponible à l'entrée du site ; - deux poteaux d'incendie normalisés D 100 de 60 m³/h de débit minimum, situés à moins de 200 m de l'établissement et une réserve d'eau d'un volume minimum de 120 m³, munie de raccords pompiers normalisés ; - 5 robinets d'incendie armés (RIA) de 40 mm de diamètre, positionnés dans le bâtiment ; - des extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment, bien visibles et facilement accessibles, à raison d'un appareil pour 200 m². Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées, - des extincteurs à CO₂ pour la protection des installations électriques ; - un réseau d'aspersion du dépôt de bois ; - un système d'alarme incendie. <p>Les accessoires du réseau d'incendie sont peints d'une couleur rouge de façon à les repérer facilement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que les robinets d'incendie armés (RIA) et les extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment sont bien visibles et facilement accessibles.</p> <p>Un pesage du poteau d'incendie implanté sur la voie publique près de l'entrée du site (PEI n°311) a été réalisé en date du 03/03/2026 par la société spécialisée Pro Borne Incendie, dont les résultats sont conformes (débit de 140 m³/h sous 1 bar).</p> <p>Les extincteurs du site ont été vérifiés en date du 22/04/2025.</p> <p>Toutefois, aucun justificatif du débit délivré par le 2nd poteau d'incendie situé dans l'emprise de la déchetterie de Liouc voisine, exploitée par la Communauté de Communes du Piémont Cévenol, n'a été transmis.</p> <p>Les résultats du pesage du poteau incendie de la déchetterie de Liouc, que la C.C. du Piémont Cévenol a fait réaliser en date du 26/01/2026, indiquent un débit maximal délivré par ce poteau sous 1 bar de 34 m³/h, non conforme.</p> <p>Ce dernier constat constitue un fait non-conforme aux dispositions de l'article 10.13. de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2025 susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre un justificatif que le 2nd poteau d'incendie situé sur la déchetterie délivre un débit minimum de 60 m³/h ou prévoir un autre point d'eau (poteau incendie, réserve d'eau d'incendie) équivalent permettant de répondre aux besoins en extinction d'incendie du site, sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve de sable
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2025
Prescription contrôlée : <p>[...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <p>- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les même caractéristiques de lutte contre l'incendie contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Il a été constaté la présence de 3 big-bags de sable meuble sur le site, entreposés à l'extérieur devant le bâtiment.</p> <p>Des palettes métalliques étaient cependant déposées sur ces stocks de sable, ce qui constitue un obstacle à leur utilisation rapide en cas de sinistre. Suite à ce constat, l'exploitant a immédiatement fait évacuer ces palettes.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant veillera à maintenir en permanence un accès aisé aux stocks de sable prévus pour l'extinction d'incendie, en évitant tout dépôt de matériel devant ou au-dessus de ces stocks.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum:

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir);
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

L'exploitant avait transmis en amont de la visite le plan de défense contre l'incendie du site complété des pièces manquantes, à savoir:

- la localisation sur les différents plans du système de sprinklage de la presse et la documentation associée,

- le tableau de suivi des formations incendie du personnel mis à jour.

Toutefois, il a été constaté que c'était l'ancienne version du plan de défense incendie qui était présente dans le boîtier disposé à l'entrée du site, et non celle qui avait été mise à jour.

L'exploitant a déclaré qu'il allait immédiatement corriger cet oubli.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Protection individuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.12.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas de sinistre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.</p>
Constats : <p>Il a été constaté la présence sur la site, à l'intérieur du bâtiment de tri, de gants ignifugés et d'un casque de protection mis à la disposition du personnel pour permettre l'intervention en cas d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite